



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat



Strasbourg, le 28 décembre 2009

*Direction Régionale de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement*

*Groupe de Subdivisions du Bas-Rhin
Subdivision Environnement - SEU*

Le Directeur

à

Monsieur le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin
Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des
Procédures Publiques

Objet: Installations classées pour la protection de l'environnement –
UPM KYMMENE STRACEL à STRASBOURG
Prescriptions complémentaires relatives aux rejets dans le Rhin -
Mise en œuvre de la 2ème phase de recherche et de réduction des substances dangereuses.

P.J.: Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- I. CONTEXTE ET FONDEMENT DE LA DEMARCHE
- II. APPLICATION A LA SOCIETE UPM KYMMENE - STRACEL
- III. CONCLUSION

I. CONTEXTE ET FONDEMENT DE LA DEMARCHE

La directive européenne dite directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 prévoit la mise en place d'un dispositif de surveillance des milieux, puis la définition et la mise en œuvre d'un programme d'actions permettant d'atteindre d'ici 2015 un bon état écologique des masses d'eau.

Elle vise en particulier la réduction progressive, voire la suppression, des rejets de substances dangereuses, compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bio-accumulable.

Entre 2003 et 2006, une première phase dite de recherche a été initiée dans chaque région, afin d'acquérir ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels. En Alsace, 152 entreprises appartenant à des secteurs géographiques et des secteurs d'activités diversifiés se sont portées volontaire pour effectuer une analyse fine de leur rejets.

Fin 2007, l'INERIS a présenté la synthèse nationale des résultats obtenus lors de cette première phase de recherche dans un rapport final du 15 janvier 2008 disponible sur le site: <http://rsde.ineris.fr>.

C'est au vu du bilan présenté par ce rapport que le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) a décidé de rentrer dans une 2ème phase de cette action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation. Le cadre de mise en œuvre de cette deuxième phase est précisé par la circulaire du 5 janvier 2009.

De cette circulaire accompagnée de 6 annexes, il ressort les points essentiels suivants :

- des listes de substances ciblées pour 38 secteurs ou sous-secteurs d'activité industrielle sur la base du rapport final établi par INERIS et en collaboration avec des représentants professionnels concernés,
- une généralisation à l'horizon 2013, du dispositif de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation à l'origine de rejets industriels (eaux issues des procédés industriels, eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées par l'activité industrielle, effluents bruts épandus),
- des axes de priorité dans la mise en place du dispositif :
 - d'ici fin 2010 pour les établissements relevant de la directive IPPC, les installations nouvelles ou modifiées, les établissements à enjeux au niveau régional,
 - d'ici 2012 pour toutes les autres installations concernées par la poursuite de l'action RSDE.
- des modalités de surveillance à inscrire par arrêté préfectoral, après consultation des exploitants,

- une surveillance organisée en deux temps : une phase initiale à partir d'une campagne de 6 mesures d'un pas de temps mensuel avec un prélèvement sur 24 h représentatif du fonctionnement moyen de l'établissement, puis une surveillance pérenne pour les substances réellement détectées durant 2 ans et demi à partir de mesures trimestrielles.
- des critères clairement établis pour abandonner la surveillance de substances,
- des modalités de surveillance renforcées dans le cas de rejets effectués dans une masse d'eau déclassée par une ou plusieurs substances,
- des prescriptions techniques relatives au prélèvement et à l'analyse de substances dangereuses.
- la nécessité d'engager des études technico-économiques présentant les possibilités de réduction, voire de suppression des rejets pour les substances dangereuses prioritaires et décrivant l'échéancier prévu dans un délai maximal de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral imposant la surveillance pérenne.
- la remontée d'informations sur l'état d'avancement par les applications informatiques GIDAF ou GEREP au titre de la déclaration annuelle des émissions polluantes.

II. APPLICATION A LA SOCIETE UPM KYMMENE-STRACEL

La société UPM exploite à Strasbourg une unité de préparation de pâte thermo-mécanique non chimique et de fabrication de papier et carton intégré.

Cette ICPE relève du champ de la directive IPPC pour laquelle un bilan de fonctionnement doit être remis aux services de l'inspection tous les 10 ans, le 19 avril 2010 dans le cas d'UPM. Elle répond donc à l'un des axes de priorité dans la mise en place du dispositif de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau.

A partir de la liste des substances dangereuses ciblées pour ce secteur d'activité et au vu des résultats d'analyse du rapport du laboratoire, une liste de 20 substances à surveiller a été établie.

La société UPM exploite également des tours de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air ; les octylphénols, l'acide chloroacétique et le chloroforme ont été ajoutés à la liste des substances à surveiller.

Les délais proposés pour atteindre les objectifs de bon état des milieux aquatiques sont résumés au tableau ci-dessous :

Etape du dispositif		Échéance en mois / date AP	Échéance à date
Surveillance initiale	Début	3	
	Fin	9	
	Rapport de synthèse	12	
Surveillance pérenne	Début	15	
	Fin	43	
	Rapport de synthèse		31/12/13
Etude de réduction-suppression	Bilan d'étape	18	
	Conclusions	30	

Sur proposition de l'exploitant, après examen et validation par le service de l'inspection, la liste des substances à maintenir en surveillance pérenne peut être révisée.

Des objectifs nationaux de réduction pour les substances dangereuses pertinentes traduisent les objectifs fixés par la DCE. Les autres substances pertinentes, en cas du non-respect d'une NQE avec dépassement de 20 % du flux admissible dans le milieu doivent également faire l'objet d'une étude de réduction-suppression.

Ainsi à l'horizon 2013, seront disponibles des éléments pertinents permettant, lors de leur mise en œuvre, l'atteinte des objectifs de bon état des eaux imposés pour 2015.

Par lettre du 10 juillet 2009, la Société UPM répondait à la communication du projet de prescriptions le 18 juin 2009 ; trois observations étaient présentées :

1. UPM souhaite conserver le point de prélèvement initial regroupant les eaux issues de la station de traitement des effluents de la chaîne de fabrication et d'autres eaux (eaux dites « claires »: refroidissement-purges-déminéralisation-arrosage rondins- pluviales) pour les surveillances initiale et pérenne,
2. UPM souhaite obtenir des délais supplémentaires,
3. UPM souhaite exclure certaines substances de la surveillance.

Les suites motivées à ces demandes peuvent être apportées.

1. La situation actuelle s'appuie sur l'autorisation d'exploiter du 19 avril 2000 ; celle-ci permet le mélange des eaux issues de la station (26000 m³/j – 60 %) et des autres eaux (18000 m³/j – 40 %). Cette situation est amenée à évoluer pour respecter un ratio de 20 m³ par tonne de papier fabriqué fixé par la Directive IPPC. La détection de substances à faibles concentrations dans les rejets, gênée par la dilution actuelle, ne devrait plus être perturbée ; en cas de doute sur une substance, celle-ci sera conservée en surveillance pérenne. Le point de rejet unique peut donc être maintenu.
2. Le tableau des délais tient compte des discussions avec l'exploitant qui se sont tenues lors de l'inspection du 25 novembre.

3. Compte tenu de l'argumentation développée au point 1 (dilution), d'une part, et des progrès en techniques analytiques permettant d'abaisser le seuil de détection de certaines substances, d'autre part, la surveillance initiale comprendra toutes les substances prévues.

III. CONCLUSIONS

Aussi, j'ai l'honneur de soumettre pour avis, au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint, imposant la mise en œuvre de la deuxième phase de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets de la société UPM KYMMENE - STRACEL à Strasbourg.